

**Comité des Nations Unies pour l'exercice  
des droits inaliénables du peuple palestinien**

**Bulletin NGO Action News**

**2 novembre 2023**

**Moyen-Orient**

- Le 1<sup>er</sup> novembre, [7amleh - Centre arabe pour le développement des médias sociaux](#) a publié une note d'information (en arabe) sur « La réalité des droits numériques des Palestiniens depuis le 7 octobre 2023 », qui recense les tendances préoccupantes sur les plateformes numériques, à savoir l'augmentation sans précédent des discours de haine, la propagation de la désinformation et le silence des voix qui soutiennent la cause palestinienne.
- Le 31 octobre, l'[Institut des études palestiniennes](#) a publié un article intitulé « La privation de maternité à Gaza », qui relate les expériences des femmes de Gaza pendant la guerre actuelle et met en lumière les souffrances inaperçues et non racontées qu'elles endurent.
- Le 30 octobre, [Al-Haq](#), le [Centre Al Mezan pour les droits humains](#) et le Centre palestinien pour les droits de l'homme ont publié une déclaration saluant la visite, le 29 octobre, du Procureur de la Cour pénale internationale, M. Karim A. A. Khan KC, au point de passage frontalier de Rafah situé entre Gaza et l'Égypte et lui demandant d'enquêter sur les crimes internationaux perpétrés par les autorités et les forces armées israéliennes depuis le 7 octobre et d'engager des poursuites.
- Le 30 octobre, Al-Shabaka a diffusé un [podcast](#) examinant la répression de la solidarité pro-palestinienne aux États-Unis et en Europe et la façon dont les organisations travaillent pour résister à la répression étatique contre les activistes.
- Le 30 octobre, l'[association Addameer de soutien aux prisonniers et de défense des droits humains](#) a adressé une lettre au Comité international de la Croix-Rouge indiquant le nom de 85 Palestiniens et Palestiniennes de Gaza disparus depuis le 7 octobre et soupçonnés d'être détenus par Israël, et demandant que leur sort et le lieu où ils se trouvent soient révélés.
- Le 29 octobre, [B'Tselem](#), l'[Association pour les droits civils en Israël](#), [Médecins pour les droits de l'homme](#) et d'autres ONG de défense des droits humains et de la société civile en Israël ont publié une déclaration conjointe faisant état de l'escalade de la violence des colons et du transfert forcé de communautés palestiniennes en Cisjordanie et appelant la communauté internationale à y mettre un terme. La déclaration indique que depuis le 7 octobre, au moins 13 communautés ont été déplacées.
- Le 29 octobre, [Gisha](#) a publié un article mettant en exergue le besoin urgent de carburant à Gaza, car la quantité d'aide en provenance d'Égypte est loin de répondre aux besoins de la population civile de Gaza, qui ont été exacerbés par plusieurs semaines de bombardements, de blocus et de coupure d'électricité.

- Le 29 octobre, [Adalah - Centre juridique pour les droits des minorités arabes en Israël](#), a publié un communiqué de presse informant qu'il avait adressé une lettre à la Procureure générale, au Premier ministre et au Ministre de la justice d'Israël pour demander l'annulation immédiate des nouvelles réglementations d'urgence qui prolongent la durée pendant laquelle les détenus soupçonnés d'« infractions à la sécurité » peuvent se voir refuser la communication avec leur avocat.

### Asie et Europe

- Le 1<sup>er</sup> novembre, l'[Association Belgo-Palestinienne](#) a publié une déclaration (en français) indiquant une série de mesures que la Belgique devrait prendre pour traduire en actions concrètes l'appel de l'Assemblée générale des Nations Unies à un cessez-le-feu à Gaza et à la protection des populations civiles. Ces mesures incluent l'imposition d'un embargo sur les armes et de sanctions commerciales à Israël, l'appui à l'ouverture par la Cour pénale internationale d'une enquête et la garantie de l'acheminement de l'aide humanitaire à Gaza.
- Le 31 octobre, l'[Agence Media Palestine](#) a publié une lettre (en français) adressée le 27 octobre par le Syndicat des journalistes palestiniens aux membres du Parlement européen leur demandant de dénoncer les meurtres de journalistes palestiniens à Gaza et de protéger les journalistes palestiniens et la liberté de la presse, en exigeant que les journalistes internationaux, les équipements multimédias et les équipements de protection des journalistes puissent entrer à Gaza.
- Le 30 octobre, le [Centre palestinien pour le retour](#) a publié un rapport sur la désinformation fabriquée par l'État israélien et propagée depuis le 7 octobre, affirmant que cela sert d'écran de fumée pour détourner l'attention de la communauté internationale des crimes de guerre israéliens.
- Le 28 octobre, l'[Association France Palestine Solidarité](#) a publié un communiqué de presse (en français) condamnant le « massacre à huis clos » qui se déroule à Gaza et exprimant sa honte face à la complicité de la France dans ces atrocités.
- Le 27 octobre, M. Jan Egeland, Secrétaire général du [Conseil norvégien pour les réfugiés](#), a publié une déclaration demandant instamment aux dirigeants mondiaux de demander un cessez-le-feu immédiat.
- Le 27 octobre, [Amnesty International](#) a publié une déclaration appelant les entreprises qui gèrent les réseaux sociaux à s'attaquer de toute urgence à la vague de haine et de racisme qui déferle en ligne contre les communautés palestinienne et juive et constatant une multiplication des contenus préjudiciables visant ces deux groupes. L'organisation a également indiqué que les contenus publiés par des Palestiniens et des défenseurs des droits des Palestiniens faisaient l'objet d'une modération potentiellement discriminatoire de la part de différentes plateformes de réseaux sociaux.

## Amérique du Nord

- Le 4 novembre, [US Campaign for Palestinian Rights](#) et plus de 300 autres organisations organiseront une marche à Washington DC pour exiger un cessez-le-feu immédiat et la levée du siège de Gaza, ainsi que l'arrêt de tout financement militaire des États-Unis à Israël.
- Le 3 novembre, la [Fondation pour la paix au Moyen-Orient](#) organisera un séminaire en ligne intitulé « Gaza, Israël et la guerre de 2023 : y a-t-il des lignes rouges ? » qui examinera les coûts humains, psychologiques, politiques et diplomatiques de la guerre actuelle, ainsi que les obligations juridiques et morales des États-Unis et de la communauté internationale.
- Le 3 novembre, les [Amis de Sabeel en Amérique du Nord](#) organiseront une discussion et une réflexion théologiques en ligne sur la situation actuelle en Palestine, intitulée « Foi, justice et lutte pour le changement ».
- Le 2 novembre, [The People's Forum](#) organisera un groupe de discussion parrainé par les professionnels de la santé pour la Palestine intitulé « Ne pas nuire : les soins de santé en état de siège et d'apartheid » portant sur la crise actuelle des soins de santé en Palestine. La vente des billets de l'événement qui aura lieu en présentiel et en ligne sera reversée aux professionnels de la santé sur le terrain à Gaza.
- Le 2 novembre, [Americans for Peace Now](#) organisera un séminaire en ligne intitulé « La guerre de Gaza : à quoi s'attendre ? » qui sera animé par M<sup>me</sup> Tal Schneider, journaliste israélienne primée, et M. Daniel Seidemann, avocat israélien spécialisé dans les relations israélo-palestiniennes.
- Le 1<sup>er</sup> novembre, [Human Rights Watch](#) a publié un communiqué de presse relatant l'impact dévastateur des bombardements, du blocus et de l'offensive terrestre du Gouvernement israélien à Gaza sur des civils palestiniens handicapés, qui ont de plus en plus de difficultés à fuir les attaques et à accéder à l'aide humanitaire.
- Le 30 octobre, [Jewish Voice for Peace](#) a publié un article faisant état de la grande couverture médiatique de sa manifestation organisée le 27 octobre à New York pour exiger un cessez-le-feu à Gaza et qui a rassemblé plus de 1 000 personnes et entraîné la fermeture du hall principal de la gare de Grand Central.
- Le 26 octobre, les [Églises pour la paix au Moyen-Orient](#) ont publié une déclaration appelant à un cessez-le-feu immédiat et à une intensification rapide et substantielle de l'acheminement de l'aide humanitaire à Gaza. La coalition a également exhorté le Hamas à libérer tous les otages et la communauté internationale, notamment les États-Unis, à cesser de soutenir la militarisation.

## Nations Unies

- Le 1<sup>er</sup> novembre, le Bureau du [Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien](#) a publié une déclaration dans laquelle il renouvelle son appel à un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza.
- Le 1<sup>er</sup> novembre, l'[OCHA](#) a publié un article rappelant qu'alors que le monde a les yeux rivés sur Gaza, les colons avancent sur les gardiens de troupeaux en Cisjordanie. L'article indique que près de 2 000 Palestiniens et Palestiniennes ont été déplacés du fait de la violence des colons depuis 2022, dont 43 % depuis le 7 octobre 2023.
- Le 31 octobre, le [Secrétaire général](#), M. António Guterres, a publié une déclaration dans laquelle il s'alarme de l'intensification du conflit entre Israël et le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens à Gaza et réitère son appel à un cessez-le-feu humanitaire immédiat.
- Le 30 octobre, le Commissaire général de l'[UNRWA](#), M. Philippe Lazzarini, s'est adressé à la réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la situation au Moyen-Orient, notamment la question palestinienne, appelant à un cessez-le-feu humanitaire immédiat et au strict respect du droit international humanitaire. Le même jour, le Commissaire général a également prononcé une [allocution](#) lors de la cérémonie de commémoration organisée en hommage au personnel de l'UNRWA tragiquement disparu à Gaza.
- Le 30 octobre, M<sup>me</sup> Catherine Russell, Directrice générale de l'[UNICEF](#), a rendu compte au Conseil de sécurité de la situation humanitaire à Gaza et indiqué qu'elle pensait que le véritable coût de l'escalade se mesurerait en vies d'enfants. Une représentante de l'[OCHA](#) a également fait une déclaration appelant à un cessez-le-feu humanitaire et au respect des règles de la guerre.
- Le 28 octobre, le [Secrétaire général](#), M. António Guterres, a publié une déclaration concernant Gaza dans laquelle il exprime sa gratitude et son soutien envers les initiatives de médiation du Qatar, notamment pour la libération des otages détenus à Gaza.
- Le 28 octobre, l'[OMS](#) a publié une déclaration décrivant les bombardements intenses et les incursions terrestres à Gaza, où les professionnels de la santé, les patients et les civils ont subi une coupure totale des communications et de l'électricité. La déclaration réitère les appels à un cessez-le-feu humanitaire immédiat et rappelle à toutes les parties de protéger les civils et les infrastructures civiles.
- Le 27 octobre, [Le Secrétaire général](#), M. António Guterres, a publié une déclaration sur la situation humanitaire à Gaza dans laquelle il exprime son inquiétude concernant l'effondrement total du système humanitaire à Gaza et les conséquences inimaginables pour plus de 2 millions de civils.
- Le 27 octobre, l'[Assemblée générale](#) a adopté une résolution ([A/ES-10/L.25](#)) demandant une « trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue » entre les forces israéliennes et les militants du Hamas à Gaza et demandant instamment la fourniture « continue, sans entrave et en quantités suffisantes » de biens et services essentiels aux civils pris au piège.

*Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile travaillant sur la question de la Palestine. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens figurent dans la lettre d'information. La lettre d'information NGO Action News sera bientôt traduite dans d'autres langues.*



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>